الكنفدرالية النقابية للقوى المنتجة
مسجلة بوزارة العمل تحت رقم 30 بتاريخ : 04 فيفري 1991
Agraw Anemlay N Yighallen N Ufares
Confédération Syndicale Des Forces Productives
COSYFOP

Alger le : 05 février 2020

COMMUNIQUE IMPORTANT

Après une année de mobilisation populaire et l'accompagnement de la Confédération Syndicale des Forces Productives du Hirak et ses revendications, et pendant ce temps, tous ses dirigeants présidents de syndicats et fédérations ont été soumis à la répression, l'arrestation, l'emprisonnement et le licenciement dans une campagne odieuse du régime au pouvoir, que ce soit sous la direction du destitué Abdelaziz Bouteflika ou de l'actuel Abdel Majid Tebboune.

Les dirigeants syndicaux de la Confédération sont soumis à une double répression, d'une part au niveau des lieux de travail, et les licenciement qui conduisent à de terribles pressions familiales, et d'autre part au niveau du mouvement populaire avec les arrestations les condamnations, l'humiliation dans les commissariats de police, les menace de mort et la torture.

Malgré les pressions terribles et les nombreuses tentatives du régime pour acheter les positions des dirigeants de la confédération, celle-ci est resté fidèle à ses positions pour un véritable changement démocratique et la consécration des libertés individuelles et collectives. Quoique marginalisé de toute solidarité, soutien moral ou dénonciation face à la répression, que ce soit à l'intérieur du pays des partis politiques, ceux d'opposition, des syndicats libres, ou à l'extérieur des organisations internationales de défense des droits humains, telles qu'Amnesty International ou Human Rights Watch.

À cet égard, nous souhaitons rappeler à l'opinion publique, qu'elle soit internationale ou nationale, que la Confédération Syndicale des Forces Productives malgré son enregistrement et son agrément auprès du ministère du Travail depuis 1991, et bien qu'il n'y ait aucun problème entre ses membres fondateurs et la nouvelle direction, le gouvernement continue à entraver ses membres, illégalement réprimés pour leurs positions constantes vis-à-vis du mouvement populaire, et tente même de former un bureau syndical parallèle, comme il était d'usage à l'époque du destitué Abdelaziz Bouteflika.

La plupart des syndicalistes ont fait l'objet de répression, d'emprisonnement et de licenciement, notamment :

• Le président de la Confédération, le frère Mellal Raouf, qui a été condamné dans plus de 12 procès à la prison ferme, et les médias ont lancé une campagne de diffamation et d'accusations mensongère, l'incriminant d'espionnage et de mains étrangères, en raison des résolutions et recommandations rendues par les organes de contrôle de l'OIT concernant le droit syndical en Algérie . Les châtiments peuvent aller jusqu'à la peine de mort, conformément à la loi nationale.

• Le secrétaire général de la Confédération, le frère Abdelkader Kouafi, condamné à 3 mois de prison ferme, pour ses déclarations pour l'amélioration des conditions de travail et de lutte contre le travail précaire dans le secteur industriel.

Adresse : Rue Gueboub Bouealem, Villa 44 , El-Harrach , Alger 16200
Email : cosyfop.alg@gmail.com **Mobile** : (213) 0778966488 **Fax** : 021834331

• Le président du syndicat nationale des aides-soignants Hamza Kherroubi, qui a fait l'objet d'une campagne systématique en raison de ses activités syndicales et politiques, dans le soutien du mouvement populaire, arrêté en décembre 2019 et condamné à un an de prison avec liberté conditionnelle en contrepartie de suspension de toute publication et activités syndicales et politiques.

• l'ex coordinatrice de la Fédération Nationale des fonctionnaires du Secteur de l'Education, Rym Kadri, arrêtée en novembre dans la wilaya d'Ouargla, soumise à une torture psychologique en raison de ses activités syndicales et son soutien aux détenus politiques, et placée sous contrôle judiciaire à ce jour.

• Le président du Comité de la Jeunesse, Mohammad El Amine Slimani, a été victime d' harcèlement et convoqué en raison de la couverture médiatique des manifestations populaires à Alger.

• Le président de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Sécurité Sociale, Merine Ayoub, a fait l'objet de licenciement arbitraire et poursuivi en justice pour ses activités syndicales et son soutien au mouvement populaire.

• Tous les dirigeants syndicaux de la société Batimetal ont été arbitrairement licenciés et harcelé par le tribunal de El-Harrache.

• Tous les dirigeants du Syndicat National de l'Institut Supérieur de Gestion ont été arbitrairement licenciés.

• De nombreux dirigeants syndicaux de SONELGAZ (SNATEGS) sont encore au chômage.

Notre position vis-à-vis du dialogue prôné par le pouvoir

En effet, la direction de la Confédération a été contactée afin d'engager un éventuel dialogue avec le pouvoir, mais cet appel s'est mêlé à la menace d'emprisonnement, de falsification d'accusations et de torture dans la prison en cas de rejet de l'offre. Ce genre de dialogue dirigé la Confédération le rejette catégoriquement. Nous réaffirmons notre rejet de tout dialogue sous la menace, et en parallèle, nous invitons le pouvoir à entamer un véritable dialogue sérieux et transparent pour sortir de la crise politique et sociale, qui sévit dans le pays et éviter ainsi une dangereuse explosion sociale à moyen terme.

Seul un dialogue sérieux, transparent et non exclusif avec toutes les forces politiques, dans le pays comme à l'étranger, est le moyen de sortir de l'impasse politique et d'éviter les dérapages qui peuvent être très dangereux pour le pays et la région en général. C'est pourquoi nous invitons toutes les forces syndicales et politiques et les acteurs à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement algérien, ainsi que toutes les forces démocratiques du monde pour pousser à un véritable dialogue entre le pouvoir et la société civile, pour une transition démocratique et le respect des droits de l'homme.

Notre position vis-à-vis de la solidarité internationale des institutions officielles ou des ONG.

Nous avons enregistrés une diabolisation sur les résolutions ou recommandations des ONG ou Institutions officielles (parlement européen) qui appellent à la solidarité avec les détenus politique et le mouvement pour la démocratie. Cette compagne de diabolisation des ONG a été lancée par des ministres, ainsi que des personnalités et partis pénétrant le Hirak, dans le but d'isoler le peuple algérien à l'échelle internationale, d'une part.

D'autre part nous avons remarqué un travail inlassable du pouvoir, pour attirer la sympathie des diverses superpuissances mondiales, par le biais d'exonérations fiscales au profit de sociétés multinationales, l'exploitation du gaz de schiste, ainsi que des contrats de coopération internationale, pour lesquels des milliards de dollars sont dépensés uniquement pour rester au pouvoir.

Nous exhortons toutes les forces démocratiques en Algérie à lancer une campagne nationale pour expliquer aux jeunes et au peuple, l'importance de la solidarité internationale avec les revendications du

mouvement et l'importance de travaillé pour l'isolement du pouvoir actuelle au niveau international, afin de permettre une transition pacifique du pouvoir sans heurt.

Nous appelons la communauté internationale démocratique, que ce soit les gouvernements démocratiques et les ONG, de poursuivre leur soutien des revendications populaires et de faire pression sur le pouvoir pour une transition démocratique pacifique, et sans heurt en Algérie.

Notre position par rapport à l'amendement de la constitution

L'amendement de la constitution par référendum sans respect de la constitution actuelle, notamment en termes de droits de l'homme, représente une fuite en avant et une manœuvre politique pour apporter une partie de légitimité par le référendum qui est censé (selon les médias) se dérouler durant l'été

Comme chacun le sait, le Parlement, l'Assemblée Nationale, le Conseil Constitutionnel et les APW sont des structures illégales rejetées par le peuple, et ils sont parmi les principales raisons du revers national. Ils étaient d'abords tous censés être dissous pour aller directement vers un dialogue sérieux, afin de tracer une feuille de route consensuelle pour une ouverture démocratique réelle En Algérie.

Par conséquent nous, à la Confédération, pensons qu'il n'y a pas de place pour un amendement sans respect d'abord, de la constitution actuelle. Il est inconcevable de parler de cette constitution à partir des restes du régime précédent, tels que le Parlement, l'Assemblée Nationale et même le Conseil Constitutionnel. Le pouvoir doit d'abord commencer à préparer un dialogue global et non exclusif, et avant sa il faut répondre aux revendications populaires suivantes :

1- libération de tous les détenus politiques sans aucune condition ni réserve, en tenant pour responsables tous les juges ayant pris part à l'emprisonnement d'innocents.

2- Consécration véritable du droit syndical, du droit de manifestation pacifique et du droit de rassemblement, d'opposition, tout en cessant d'harceler les syndicalistes, les activistes et les jeunes du Hirak.

3- Cessation des campagnes d'arrestations contre les jeunes du Hirak, l'abandon des poursuites contre les jeunes opposants au régime actuel et l'ouverture sur l'opinion d'autrui.

4- Tenir pour responsable toutes les personnalités et médias qui ont contribué et mené des campagnes de haine et de diffamation contre la région de Kabylie.

5- Rappel des forces de sécurité à leurs casernes, levée du siège de la capitale et respect du droit de circulation.

6- Ouverture des médias à toutes les idéologies et toutes les catégories de la société pour qu'elles puissent s'exprimer librement.

7- Ouvrir les portes de l'Algérie aux opposants à l'étranger et abandonner toutes les charges contre eux, en raison de leurs positions et leur implication dans tout dialogue, pour trouver une issue à la crise.

JEUNESSE ... LIBRE ET DEMOCRATIQUE.

Le président /Mellal Raouf

الرئيس
ملال رؤوف

Adresse : Rue Gueboub Bouealem, Villa 44 , El-Harrach , Alger 16200
Email : cosyfop.alg@gmail.com **Mobile** : (213) 0778966488 **Fax** : 021834331